

**ARRETE  
PORTANT INTERDICTION PERMANENTE  
DE STATIONNEMENT  
RUE DU PUIITS D'ORDET  
N° ARPM-110/2019 P**

LA RAVOIRE, le 31 juillet 2019

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** l'article R.610-5 du code pénal,

**VU** le code de la route et notamment les articles R411-25 et R411-8,

**VU** l'instruction ministérielles sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'arrêté municipal du 16 octobre 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Jean Michel PICOT,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques à l'occasion des livraisons de la Société EDY,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le stationnement et l'arrêt de tous véhicules sont interdits, **RUE DU PUIITS D'ORDET**, de part et d'autre de la chaussée, au droit du numéro 264.

**Article 2** : Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction seront considérés comme gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3** : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, troisième partie, intersections et régimes de priorité) sera mise en place par les agents du Service technique – rue des Belledonnes – 73490 LA RAVOIRE.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de Service de Police Municipale**.

Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,



Jean-Michel PICOT  
Adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme,  
aux Travaux et à la Rénovation Urbaine

**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.